



Conseil de sécurité

Open VTC

Les enfants et les conflits armés: attaques contre les écoles

Children and Armed Conflict: Attacks against schools

New York, le 10 septembre 2020

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président

Nous remercions le Niger d'organiser cet important débat public alors que vient d'être célébrée la première Journée internationale pour la protection de l'éducation contre les attaques et que 2020 marque le cinquième anniversaire de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles. Nous nous félicitons de l'adoption aujourd'hui par le Conseil de sécurité d'une déclaration présidentielle sur ce sujet crucial.

L'éducation est essentielle pour offrir aux filles et aux garçons une protection à la fois physique et psychologique contre les effets dévastateurs des crises et des conflits. La Suisse, qui fait partie des 105 États ayant approuvé la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, encourage les pays qui ne l'ont pas encore fait à la signer également. Elle invite tous les signataires à mettre pleinement en œuvre les dispositions de ce texte. Le Groupe d'amis de la protection des civils dans les conflits armés, présidé par la Suisse à New-York, s'efforce de contribuer à l'avancement de la mise en œuvre de cette déclaration. Deux priorités d'action sont particulièrement importantes dans ce contexte :

Premièrement, il faut continuer à protéger les écoles et les élèves des attaques. La Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques a enregistré plus de 7'300 attaques directes contre des écoles et plus de 8'000 élèves, enseignants et autres membres du personnel scolaire tués, blessés, enlevés, menacés, arrêtés ou détenus entre 2015 et 2019. 7'300 attaques, c'est 7'300 de trop. La Suisse exhorte les forces armées et les groupes armés à mettre fin à de telles pratiques et à s'abstenir d'utiliser les écoles et les universités à des fins militaires. Nous demandons également au Conseil de sécurité de réitérer son appel pour que toutes les parties à un conflit soient tenues responsables de ce type d'attaques et soient ajoutées à la liste, publiée annuellement, des parties qui commettent de graves violations à l'égard d'enfants, conformément à la résolution 1998 (2011).

Deuxièmement, il faut trouver des réponses urgentes à l'impact de la COVID-19 sur l'accès des enfants à une éducation de qualité sans interruption. Pour une génération entière, l'éducation a été suspendue. Au plus fort du confinement au printemps 2020, environ 90 % des élèves dans le monde

ne pouvaient plus fréquenter l'école. Sans l'environnement protecteur que leur offre l'école, les enfants courent davantage le risque d'être exploités, recrutés par des forces armées, victime de mariages ou de travail forcés. L'interruption de l'enseignement peut également marginaliser les enfants de manière permanente, les laisser sans qualifications au moment où ils quittent l'école ou d'impacter le développement et la santé des enfants, en particulier dans les pays fragiles et touchés par un conflit. La Suisse encourage une réponse coordonnée de l'ONU et des Etats membres pour trouver assurer la meilleure éducation possible des enfants pendant la pandémie. La Suisse appelle également le Conseil à soutenir la mise en œuvre rapide la Résolution 2532 (2020) dans toutes les situations dont il est saisi.

Monsieur le Président,

En conclusion, la Suisse réitère son plein soutien aux efforts de l'ONU visant à protéger l'éducation contre les attaques, notamment au travail accompli par le Mécanisme de surveillance et de communication de l'information sur les violations graves commises contre les enfants dans les conflits armés, ainsi qu'à travers le groupe de travail du Conseil. A cet égard, la Suisse encourage le Secrétaire général à continuer à fournir une liste complète, impartiale et fiable de toutes les parties qui commettent de graves violations des droits de l'enfant, y compris des attaques contre des écoles.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. President

We thank Niger for holding this important open debate a day after the commemoration of the first International Day to Protect Education from Attack and in the year marking the fifth anniversary of the Safe Schools Declaration. We welcome the Security Council's adoption of a Presidential Statement on this crucial topic.

Education is an **essential tool to provide both physical and psychological** protection to girls and boys from the most devastating effects in situations of crisis and conflict. As one of the 105 states that have endorsed the Safe Schools Declaration, Switzerland encourages those countries which have not yet done so, to endorse the Declaration, and for those who have, to fully implement it. The Group of Friends of Protection of Civilians, chaired by Switzerland, seeks to contribute to promoting and advancing its implementation.

In this context, we would like to reiterate two issues:

First, to continue protecting schools and students from attack is of utmost importance. The Global Coalition to Protect Education from Attack has registered over 7'300 direct attacks on schools and over 8'000 students, teachers and other school personnel killed, injured, abducted, threatened, arrested, or detained between 2015 and 2019. 7'300 attacks! That is 7'300 too many! Switzerland urges armed forces and armed groups to refrain from carrying out such attacks and from using schools and universities for military purposes. We also call on the Security Council to reiterate its call for all parties to conflict to be held accountable for such attacks, and that they be added to the list published annually of those who commit grave violations against children, in line with Resolution 1998 (2011).

Second, COVID-19 is having a strong impact on children's access to continued quality education. An entire generation has seen its education interrupted. At the height of nation-wide lockdowns in spring, approximately 90 per cent of the world's students were out of school. Without the protective

**Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Switzerland to the United Nations**

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706
Tél. +1 212 286 1540, Fax +1 212 286 1555, www.dfae.admin.ch/missny

environment of schools, children are at greater risk of exploitation in the form of recruitment to armed groups, child marriage and forced labour. The interruption to schooling may also result in many children being permanently left behind and not obtaining any qualifications when they leave school. This has long-term negative effects on children's development, health, and on their life chances in fragile and conflict-hit states. For this reason, we encourage Member States to deter military forces and armed groups from occupying schools, including those left empty due to the COVID-19 pandemic. To address this issue, Switzerland calls on the Council to support the **swift implementation of Resolution 2532 (2020)** demanding a cessation of hostilities in all situations on its agenda.

Mr. President

To conclude, Switzerland reiterates its full support for the UN's efforts to protect education from attack, including through the work on the Monitoring and Reporting Mechanism on grave violations committed against children in armed conflict and the Council's Working Group. In this regard, Switzerland encourages the Secretary-General to continue providing a complete, impartial and accurate list of all parties committing grave violations of children's rights, including attacks on schools.

I thank you.